

Quels intérêts le fascisme sert-il ?

Si vous interrogez les leaders fascistes, ils vous diront : « *les petites gens* », « *les humbles* », « *le peuple* », « *les ouvriers* », « *les travailleurs* ». Hitler appelle son parti « *national-socialiste* ». Mussolini se déclare socialiste. En 1988, Le Pen fait campagne à la présidentielle avec le slogan « *Le Pen, le peuple* ». En 2012, le slogan de sa fille est « *La voix du peuple* ».

Et pourtant, tous les partis fascistes ont été financés par le grand capital et le FN a bénéficié de généreux donateurs dès ses premières années d'existence. Des anticapitalistes financés par des capitalistes, comme c'est bizarre...

Les fascistes sont-ils donc vraiment en faveur des classes populaires comme ils le disent ? Il faut y regarder de plus près.

Je vais d'abord aborder la question de la définition du fascisme, parce qu'il est important de bien s'entendre sur les mots qu'on utilise. Après quoi, j'en viendrai à la question de la nature de classe du fascisme.

I. La définition du fascisme

Le problème est ardu parce que les partis fascistes ne sont pas les mêmes avant et après la prise de pouvoir, et parce que, -surtout avant la prise de pouvoir, -ils se cachent derrière une rhétorique ouvrière.

Mais, avec un RN à 25-30%, et des médias de grands chemins entre les mains des fascistes, il est urgent de clarifier les choses.

A. Le fascisme dans l'histoire

Le fascisme est une réalité politique qui date du début du XX^e siècle. Avant cela, on ne parle pas de fascisme. Tout le monde est d'accord là-dessus.

Est-ce que le fascisme se caractérise par la violence d'État ? La réponse est non car celle-ci a existé dès le XIX^e siècle (pour ne pas remonter avant) :

- 1830 > Répression de la révolution : 1.000 morts ;
- 1832 > Obsèques du Général Lamarque : 800 morts ;
- 1834 > Répression de la révolte des Canuts de Lyon : 600 morts ;
- 1848 > Répression de la révolution : 350 morts ;
- 1871 > Répression de la Commune de Paris : 20.000 morts.

Et n'oublions pas les morts qui ont marqué la conquête de l'Algérie.

Il y a de la violence d'État dans le fascisme, mais celle-ci ne lui est pas propre.

Est-ce que le fascisme se caractérise par la régression/destruction des droits démocratiques ? La réponse est également non car tout le XIX^e siècle, en France, est une succession de régimes plus ou moins autoritaires/réactionnaires.

Il y a de la régression démocratique dans le fascisme, mais celle-ci ne lui est pas propre.

Eric Hobsbawm admet dans **L'âge des extrêmes** (1994) que les choses ne sont pas simples. Avançons.

Première réflexion <> Les nouvelles formes d'agitation politique qui se développent au début du XX^e siècle recyclent des éléments connus depuis longtemps :

- Le nationalisme (construction de la République et de son École) ;
- La défense de l'empire colonial (et de la « **mission civilisatrice** ») ;
- La condamnation de la « **décadence matérialiste** » ;
- Le rejet de la lutte des classes.

Par la suite, d'autres éléments viendront s'ajouter :

- En 1917, la peur suscitée par la révolution bolchévique ;
- Après la 1^{ère} Guerre mondiale, l'exacerbation de la lutte des classes et le rejet redoublé de celle-ci ;
- La crise de 1929 et ses effets dévastateurs parmi les classes populaires.

Deuxième réflexion <> Les peuples de l'époque ont intégré l'idée que l'Histoire allait plutôt dans le sens du progrès des droits démocratiques, de plus d'acquis sociaux et de plus de présence des partis ouvriers dans les assemblées. C'était au point que Engels lui-même écrivait en 1895 dans son introduction à **Les luttes de classes en France** qu'il n'excluait pas la possibilité d'une abolition « **pacifique** » du capitalisme, même s'il ajoutait aussitôt que, d'après lui, les possédants ne se laisseraient pas faire, ce qui laissait entrevoir la perspective d'une grande empoignade. Une chose est sûre, en tout cas : cet état d'esprit de la fin XIX^e rendait incompréhensibles et insupportables tous les éléments régressifs sur le plan socio-économique qui étaient en train de se développer dans le cadre de la Grande dépression de 1873-1896 ([https://fr.wikipedia.org/wiki/Grande_Dépression_\(1873-1896\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Grande_Dépression_(1873-1896))).

Troisième réflexion <> Dans les années 1930, l'anticommunisme est évident, et il ne favorise pas le rapprochement entre socialistes et communistes.

En Allemagne, en 1932, les socialistes appellent à voter à la présidentielle pour Hindenburg, le représentant de la droite la plus conservatrice, contribuant ainsi à la victoire d'Hitler.

En France, les socialistes ne voulaient pas l'unité avec les communistes ; et les communistes, de leur côté, ne voulaient pas l'unité avec les socialistes, qu'ils affublaient du qualificatif de « **social-fascistes** ».

Vous direz peut-être que tout le monde "*se vautrait dans l'erreur*". C'est facile à dire aujourd'hui. À l'époque, il n'était pas du tout évident de saisir les enjeux et d'anticiper les risques. Le « **barrage républicain** » n'est venu à l'idée de personne. C'est une notion qui est née au début de la V^e République. Aujourd'hui, les choses sont différentes. Cette notion de *barrage républicain* ou de *front républicain* fait partie de notre arsenal politique. Nous n'avons plus d'excuses...

B. Les approches idéalistes du fascisme

Cela ne veut pas dire qu'il est devenu facile de se repérer dans l'arène politique, parce que les médias ne se privent pas de diffuser des idées qui brouillent les pistes. Et j'en viens là à mon point B, c'est-à-dire aux conceptions du fascisme que je qualifie d'idéalistes qui fleurissent à qui mieux mieux.

Je prends quelques exemples de conceptions idéalistes :

- Présenter le fascisme comme un phénomène ahistorique <> Le présenter comme l'expression de la violence inhérente à la nature humaine qui n'aurait rien à voir avec les classes sociales. Le présenter, finalement, comme une expression éternelle de la lutte entre l'ordre et le désordre.
- Présenter le fascisme en termes de « **passions populaires** » ou de « **désirs des foules** » <> On va invoquer le « **goût de la guerre** », la « **fascination de la mort** ». Les fascistes répondraient au besoin d'au-delà, d'irrationalité et d'exaltation des masses, toutes dimensions qui sont

singulièrement absentes de la République, laquelle, d'ailleurs, n'est que modérément fidèle aux idéaux qu'elle proclame.

- Présenter le fascisme en mobilisant des discours psychologiques et/ou psychanalytiques <> On va attribuer le fascisme à des personnalités folles mettant les foules sous leur emprise. Mussolini : dérangé. Hitler : dérangé.

- Présenter le fascisme comme une névrose collective <> La centration sur le leader est remplacée par une centration sur le rapport entre le leader et le peuple. On parlera de traumatismes identitaires (défaites, pertes de territoires), de construction nationale inachevée, d'« essence » nationale...

- Présenter le fascisme en le rapportant à une « culture nationale » <> certaines cultures seraient porteuses de fascisme (l'allemande) et d'autres non (la française, dit René Rémond).

- Présenter le fascisme en le restreignant à une période historique <> C'est ainsi que Benedetto Croce fait du fascisme une maladie morale de l'entre-deux-Guerres.

II. La nature de classe du fascisme

À l'encontre de ces conceptions idéalistes, je pense que pour comprendre le fascisme il faut partir de sa base matérielle. Après avoir passé en revue ce que le fascisme n'est pas, il faut maintenant dire ce qu'il est. Il faut se demander : quelles classes ont intérêt, dans certaines circonstances, à soutenir et financer les mouvements fascistes, puis, dans certains contextes, à leur faciliter l'accès au pouvoir ? Cette approche par les classes sociales, par les forces sociales, je le répète, est une approche matérielle, matérialiste.

Par rapport aux questions que je viens de poser, le verdict de l'Histoire est sans appel : c'est la bourgeoisie, la grande bourgeoisie, celle du capital bancaire et du capital industriel associés, c'est-à-dire le capital financier.

Je vais commencer par des réflexions générales sur la nature de classe du (néo)fascisme contemporain (point A), après quoi (point B) je regarderai ce que nous enseigne l'histoire.

A. La nature de classe du (néo)fascisme contemporain

Avant de commencer, je précise que le point qui m'occupe aujourd'hui, à savoir la nature de classe du fascisme, doit être distingué de la question de sa base sociale. Dans ce cas, le sujet est de savoir quelles classes et couches sociales le mouvement fasciste tente de mobiliser pour accéder au pouvoir. Ce sera notre sujet la prochaine fois. Aujourd'hui, mon sujet, pour l'exprimer en peu de mots, est : quelles classes et couches sociales sont à la manœuvre ? Pour servir quels intérêts ? Il en découlera, évidemment, la question de savoir qui finance.

En soutien des partis fascistes, on va trouver des milliardaires. Commençons par le commencement : en 1976, Jean-Marie Le Pen (0,75% des suffrages en 1974) hérite de la totalité de la fortune du cimentier Hubert Lambert. À l'époque, ce donateur généreux reste encore isolé. En 1995, on dénombre 900 sponsors directs, ou annonceurs de journaux d'extrême droite. L'essentiel des donateurs est constitué de PME.

Aujourd'hui, un nombre grandissant de membres de la classe dominante a franchi le pas. Je ne vais citer que deux noms : Vincent Bolloré et Pierre-Édouard Stérin. Le premier, comme chacun sait, s'est constitué un empire médiatique (voir tableau) qu'il met ouvertement au service de l'union des droites qu'il appelle de ses vœux. Le second, également partisan de l'union des droites, est surtout connu pour être le promoteur du projet « *Périclès* », doté de 150 millions d'euros sur dix ans. J'ai présenté le projet Périclès lors de la *Rencontre de la Pensée Critique Médias de masse et pensée unique*, à Garibaldi, le 20 novembre 2024.

On pourrait donner des exemples similaires pour tous les autres pays européens. C'est ce que fait Saïd Bouamama dans son livre formidable de 2026, aux éditions Investig'action, **Le fascisme qui vient**. Je vous le recommande très chaleureusement.

On peut dire qu'en gros si le fameux slogan « *Plutôt Hitler que le Front populaire* » n'est pas encore prononcé, les logiques qui y mènent sont à l'œuvre.

B. Les leçons de l'histoire

Le fait d'avoir fait la critique des approches idéalistes du fascisme permet d'ouvrir la voie à une approche de classe, c'est-à-dire aussi à une approche par les intérêts (de classe), et donc – *in fine* – par les réalités économiques et sociales qui sont à la base du comportement des classes dominantes. Ces réalités économiques et sociales quelles sont-elles ? Ce sont la crise économique, la crise politique, la crise des institutions, la crise de légitimité des gouvernants, la crise sociale multiforme, la crise des identités sociales, etc. Ici, je vous renvoie au cycle sur le travail (janv-avril 2024) et au cycle sur le capitalisme (janv-juin 2026).

L'Histoire nous inspire une première réflexion : le fascisme d'après la prise du pouvoir n'a en général pas grand-chose à voir avec le fascisme d'avant. C'est quelque chose qui complique sérieusement les analyses. Cette différence est tellement évidente qu'aujourd'hui les (néo)fascistes, pour se normaliser/banaliser, comparent leurs programmes actuels (d'avant la prise du pouvoir) avec ceux de l'Allemagne nazie ou de l'Italie mussolinienne (après la prise du pouvoir). C'est pour contourner cette difficulté qu'en 1997 un historien italien, Renzo De Felice, a proposé la distinction entre « *fascisme-mouvement* » et « *fascisme-régime* ».

Le fascisme-mouvement, dit De Felice, est « *fait de vellétés réformatrices, d'interprétation de certaines exigences, de certains aiguillons, de certains motifs de rénovation ; c'est ce qui est révolutionnaire [sic] dans le fascisme et qui tend à construire quelque chose de nouveau* ». Le fascisme-régime, par contre, est « *le résultat d'une politique qui – plus ou moins – tend à faire du fascisme seulement la superstructure d'un pouvoir personnel, d'une dictature* ».

De Felice recommande donc de comparer ce qui est comparable, c'est-à-dire des fascismes-mouvement entre eux, à savoir les fascismes-

mouvement d'aujourd'hui avec les fascismes-mouvement de l'entre-deux-guerres.

En 1936, dans **Fascisme et grand capital**, Daniel Guérin proposait à peu près la même idée. Il parlait de *« deux phases successives d'un même processus »*.

Pierre Milza, en 1985, s'inscrivait aussi dans cette démarche quand il proposait, dans **Les fascismes**, de distinguer quatre fascismes :

- Le premier : incarnant *« les intérêts et sentiments d'une large fraction des classes moyennes »* confrontées à un *« processus de concentration industrielle »* ;
- Le deuxième : correspondant à la rencontre entre les mouvements fascistes et le grand patronat ;
- Le troisième : correspondant à l'arrivée au pouvoir et à l'instauration d'un régime fasciste ;
- Le quatrième : correspondant à celui que seul l'État nazi aurait connu selon Milza, et qu'il appelle le *« fascisme intégral »*.

La distinction entre fascisme-mouvement et fascisme-régime contient l'idée qu'il y a un moment où les fascistes retournent leur veste. Voici ce que dit Milza là-dessus pour l'Allemagne et l'Italie : *« En quelques années, ce qui était révolte plus ou moins spontanée contre l'ordre ou le désordre existant, aspiration au bouleversement des hiérarchies sociales, guerre déclarée au capitalisme et aux élites traditionnelles, bref ce qui faisait la spécificité de ce que j'appellerais "premier fascisme" et qui comporte effectivement une forte dose d'esprit "révolutionnaire" ou "contestataire" [...] s'est mué en organisation de défense des possédants, ayant partie liée avec la fraction la plus réactionnaire de l'establishment et se donnant pour tâche de restaurer, en Italie, l'État "manchestérien", en Allemagne, le Führerprinzip. Il suffit pour s'en convaincre de comparer le programme des fascistes de 1919 à celui que se donnera deux ans plus tard le parti national-fasciste, et les projets politiques et sociaux du parti nazi dans les deux moutures de 1920 et 1923 »*.

Il est important de relever que l'appui de la classe dominante au fascisme est patent dès la phase du fascisme-mouvement. Daniel Guérin a documenté cela dès l'édition de 1945 de **Fascisme et grand capital**, celle dont nous disposons aujourd'hui grâce à la réédition des éditions Libertalia en 2025. Et au sortir de la Guerre, cet état de fait était admis par tous. Il est évoqué au procès de Nuremberg. Ce n'est qu'après qu'un vaste processus d'amnésie a invisibilisé ces liens.

Sur cette question du financement, il est instructif de citer ce que disait Fritz Thyssen, le magnat allemand de l'industrie, en 1941, dans son livre intitulé **J'ai payé Hitler** : *« J'ai effectivement réussi à établir la connexion entre Hitler et l'ensemble du corps des industriels rhénans-westphaliens. Il est de notoriété publique que lors de la réunion du 27 janvier 1932, presque un an avant la prise du pouvoir, Adolf Hitler a prononcé un discours d'une durée d'environ deux heures et demie devant le Club industriel de Düsseldorf. Le discours produisit une profonde impression sur les industriels rassemblés et a eu pour conséquence que des sommes importantes passèrent, en grand nombre, des caisses de l'industrie lourde dans celles du parti national-socialiste ».*

Qu'avait dit Hitler ?

- La menace communiste est liée *« à notre division intérieure », à « notre effondrement intérieur »* ;
- Il a fustigé *« la démocratie dans la sphère politique »* et *« le communisme dans la sphère économique »* ;
- Il a promis de mettre l'État allemand au service du capital allemand ;
- Il a annoncé une politique étrangère offensive et la remise en cause du Traité de Versailles ;
- Il a promis de réprimer sans faille tous les opposants à ce programme ;

En résumé : État fort, relance de l'impérialisme, éradication du communisme et répression des organisations contestataires. Le capital financier et les grands propriétaires terriens étaient conquis.

Parmi les leçons de l'histoire figure aussi le bilan social des années 1933-1939. L'historien français Georges Castellan l'a dressé pour l'Allemagne dans un livre, et il est particulièrement éloquent :

- Allongement de la durée légale du temps de travail de huit à dix heures ;
- Absence de prime pour le travail du dimanche ou de nuit ;
- Suppression des conventions collectives ;
- Stagnation des salaires *« au niveau le plus bas de la crise de 1929 alors que l'indice de la production industrielle [...] était multiplié par deux »* ;
- Hausse de l'impôt sur les salaires (de 3,3% en 1928 à 5,6% en 1939) ;
- Instauration de cotisations obligatoires *« représentant de 10 à 15% du salaire brut »*.

Pendant ce temps-là, le chiffre d'affaires du capital triple de 1933 à 1939 de 76Mds de Reich Mark à 214) et les profits sont en hausse.

Le même genre de démonstration peut être administré pour l'Italie de Mussolini, l'Espagne de Franco et le Portugal de Salazar.

Conclusion : on ne juge pas un régime sur ses discours

La nature de classe d'un régime politique s'évalue en considérant les intérêts qu'il défend, et non à partir des discours qu'il tient sur lui-même, ou en fonction de l'origine sociale de ses militants.

Tous les fascismes réels du XX^e siècle ont mis en œuvre des politiques économiques et sociales favorables aux grands propriétaires terriens, aux grands industriels et aux banquiers.

Dans les quatre pays concernés, il faut distinguer le « *fascisme-mouvement* » et le « *fascisme-régime* ». Pour que le passage du fascisme-mouvement au fascisme-régime se fasse, il faut que l'« *offre de fascisme* » faite par les partis fascistes rencontre la « *demande de fascisme* » formulée par la classe dominante.

Le fascisme contemporain se fraye un chemin vers le pouvoir à sa manière. Si le fascisme d'hier a été antisémite, celui d'aujourd'hui est islamophobe. Changement de bouc émissaire. S'il défilait hier en chemises et en bottes, il se présente aujourd'hui en costume et en cravate. Changement de tenue. Si, hier, il dénonçait la démocratie, aujourd'hui il prétend s'en revendiquer. Changement de discours.